



## CHAPITRE 98

Loi modifiant la charte de la  
cité de Verdun

[Sanctionnée le 5 juillet 1974]

Préam-  
bule.

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la cité de Verdun et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte soit modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.  
193, a. 26,  
mod. pour  
la cité.

**1.** L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Verdun, en ajoutant, après le sous-paragraphe *e* du paragraphe 2, le sous-paragraphe suivant:

« *f*) vendre, aux conditions fixées par la Commission municipale du Québec, tout immeuble acquis avec une restriction imposant qu'il soit utilisé exclusivement pour fins de rue, de ruelle ou de parc, lorsqu'un tel immeuble n'est plus requis pour ces fins. »

Id., a.  
64a, remp.  
pour la  
cité.

**2.** L'article 64a de ladite loi est remplacé pour la cité par le suivant:

Pensions  
aux mem-  
bres du  
conseil.

« **64a.** Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne qui aura rempli la fonction de membre du conseil pendant au moins onze années et qui aura cessé de remplir cette fonction, une pension annuelle de \$6,000 dans le cas du maire et de \$2,000 dans le cas des autres membres du conseil, payable par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois. La révocation d'un tel règlement ne peut être opposée aux personnes à l'égard

## CHAPTER 98

An Act to amend the charter of the  
city of Verdun

[Assented to 5th July 1974]

Preamble.

WHEREAS it is in the interest of the city of Verdun and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter be amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 26 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Verdun, by adding after subparagraph *e* of subsection 2 the following subparagraph:

“(f) sell, on the conditions fixed by the Québec Municipal Commission, any immoveable acquired with the restriction that it be exclusively used for the purposes of a street, lane or park when such immoveable is no longer required for such purposes.”

**2.** Section 64a of the said act is replaced for the city by the following:

Id., s. 64a,  
replaced  
for city.

“**64a.** The council may grant by by-law to every person who has held office as a member of the council for eleven years or more, and who has ceased to hold such office, an annual pension of \$6,000 in the case of the mayor and \$2,000 in the case of the other members of the council, payable in equal and consecutive instalments on the first day of each month. The repeal of such a by-law cannot be set up against persons respecting whom it applies

Pension to  
members  
of council.

desquelles il s'applique ou s'est déjà appliqué.

Incessibilité, etc.

Cette pension est incessible et insaisissable.

Interruption.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la municipalité.

Partie d'année.

En calculant une telle période de onze années, une partie d'année est comptée comme une année entière. »

or has already applied.

Such pension shall be unassignable and unseizable.

Unassignable, etc.

The payment of such pension shall be suspended during any period when the beneficiary holds, temporarily or permanently, any charge, office or situation involving remuneration paid by the municipality.

Suspension of payment.

In computing any such period of eleven years, a part of a year shall be counted as a full year."

Part of year.

S.R., c. 193, a. 429, mod. pour la cité.

3. L'article 429 de ladite loi est modifié pour la cité:

a) en ajoutant, après le paragraphe 6°, les alinéas suivants:

Terrains de stationnement.

« Pour confier à toute société ou corporation sans but lucratif l'administration et l'exploitation, en son nom, de ses terrains ou édifices de stationnement;

Appropriation des revenus.

Le conseil peut approprier les revenus provenant du stationnement d'une partie ou de toute la ville au remboursement des emprunts contractés pour l'établissement de terrains ou de bâtisses destinés au stationnement;

Administration, etc.;

Le conseil peut, par règlement, régir l'administration, la surveillance, la sécurité et la circulation dans ou auprès de ces immeubles ou terrains de même que la nomination, l'administration, la rémunération, les devoirs et pouvoirs des préposés à l'administration et à la circulation; »;

b) en insérant, après le paragraphe 20°, le suivant:

Entretien d'hiver;

« 20°a Pour pourvoir à l'entretien d'hiver des rues et des trottoirs aux frais de la cité et déterminer quand il le juge à propos que la neige sera soufflée ou déposée sur les trottoirs et sur les terrains privés, pourvu qu'il détermine aussi les précautions nécessaires en pareils cas pour éviter les dommages à la personne et la propriété; ».

3. Section 429 of the said act is amended for the city:

R.S., c. 193, s. 429, am. for city.

(a) by adding after paragraph 6 the following paragraphs:

"To entrust any partnership or non-profit corporation with the administration and operation in its name of parking lots or buildings;

Parking lots or buildings.

The council may appropriate the parking revenue from part or the whole of the city, for the reimbursement of loans contracted for the establishment of parking lots or buildings;

Appropriation of revenue.

The council, by by-law, may regulate administration, supervision, safety and traffic in or near such immoveables or lots and the appointment, administration, remuneration, duties and powers of management and traffic employees;"

Administration, etc.;

(b) by inserting after paragraph 20 the following:

"(20a) To provide for winter maintenance of the streets and sidewalks at the expense of the city, and to decide, when it considers it appropriate, that snow will be blown onto or piled on the sidewalks and private grounds, provided it also determines the necessary precautions in such cases for preventing damage to persons and property;"

Winter maintenance;

S.R., c. 193, a. 472, mod. pour la cité. Nuisance;

4. L'article 472 de ladite loi est modifié pour la cité en remplaçant le paragraphe 2° par le suivant:

« 2° Pour décréter que le fait par le propriétaire ou l'occupant d'un lot vacant ou en partie construit, ou d'une terre, de laisser pousser sur ce lot ou cette terre, des branches, des broussailles ou des mau-

4. Section 472 of the said act is amended for the city by replacing paragraph 2 by the following:

R.S., c. 193, s. 472, am. for city.

"(2) To prescribe that for the owner or occupant of a vacant or partly built lot or of land to allow branches, bushes or weeds to grow on the said lot or land, or to leave thereon scrap iron, motor vehicles which

Nuisance;

vaises herbes, ou d'y laisser des ferrailles, des véhicules automobiles non-immatriculés et hors d'état de fonctionner, des déchets, des détritrus, des papiers ou des bouteilles vides, constitue une nuisance et pour permettre aux employés de la cité de s'introduire sur ces lots, terrains ou terres, afin d'y enlever ces nuisances aux frais du propriétaire ou de l'occupant en défaut, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister de telles nuisances sur leurs terrains, ou pour prendre ou imposer toute mesure destinée à empêcher ces nuisances. »

are not registered or not in running order, rubbish, refuse, paper or empty bottles, constitutes a nuisance and to authorize the employees of the city to enter upon the said lots, grounds or lands in order to remove the said nuisances at the expense of the owner or occupant at fault, and to impose fines on persons who permit such nuisances on their lands, or to take or impose any measure intended to prevent such nuisances."

Usage du nom de la cité, etc.

**5.** Le conseil peut, par règlement :

*a)* décréter qu'aucun journal, revue, périodique, programme, brochure ou autres publications, émission à la radio ou moyen de publicité, carte personnelle ou d'affaires, papier à lettre, enseigne ou panneau-réclame ne peut, sans autorisation, porter, prendre ou utiliser le nom corporatif de la cité, son écusson, ses armes ou son blason, ni le nom ou le titre d'un de ses services, ou un nom ou titre susceptible d'être confondu avec celui de la cité ou d'un de ses services, ou pouvant porter à croire qu'elle ou tel service peuvent en bénéficier;

*b)* prohiber l'impression, la vente, l'échange, la distribution, la diffusion, la possession ou l'utilisation de tout journal, revue, périodique, programme, brochure ou autres publications, émission à la radio ou moyen de publicité, carte personnelle ou d'affaires, papier à lettre, enseigne ou panneau-réclame faits en contravention avec le présent article;

*c)* décréter que toute personne qui viole les dispositions de ce règlement est passible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars et d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois sur plainte portée devant la Cour municipale.

**5.** The council may, by by-law :

*(a)* prescribe that no newspaper, magazine, periodical, programme, brochure or other publication, radio broadcast or means of publicity, personal or business card, letterhead, sign or bill-board may, without authorization, bear, assume or use the corporate name of the city, its crest, coat of arms or seal, or the name or title of any of its departments, or any name or title which might be confused with that of the city or any of its departments, or which might lead to the belief that the city or such department might benefit therefrom;

*(b)* prohibit the printing, sale, exchange, distribution, diffusion, possession or use of any newspaper, magazine, periodical, programme, brochure or other publication, radio broadcast or means of publicity, personal or business card, letterhead, sign or bill-board effected contrary to this section;

*(c)* order that every person who contravenes the provisions of such by-law is liable for each offence to a fine not exceeding two hundred dollars and imprisonment not exceeding two months on a complaint brought before the Municipal Court.

Use of name of the city, etc.

1950, c. 83, a. 4, ab.

**6.** L'article 4 du chapitre 83 des lois de 1950 est abrogé.

**6.** Section 4 of chapter 83 of the statutes of 1950 is repealed.

1950, c. 83, s. 4, repealed.

1960/61, c. 103, a. 7, ab.

**7.** L'article 7 du chapitre 103 des lois de 1960/1961 est abrogé.

**7.** Section 7 of chapter 103 of the statutes of 1960/1961 is repealed.

1960/61, c. 103, s. 7, repealed.

1964, c. 76, a. 3, ab.

**8.** L'article 3 du chapitre 76 des lois de 1964 est abrogé.

**8.** Section 3 of chapter 76 of the statutes of 1964 is repealed.

1964, c. 76, s. 3, repealed.

1971, c.  
102, a. 8,  
mod.

**9.** L'article 8 du chapitre 102 des lois de 1971 est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Règlement  
abrogé,  
etc.

« **8.** Nonobstant le paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes, le conseil peut, par règlement approuvé par le ministre des affaires municipales, abroger ou modifier le règlement n° 128 concernant les bâtiments, tel qu'amendé. Le greffier doit donner un avis public de l'adoption du règlement; cet avis doit mentionner que les propriétaires intéressés désirant s'opposer au règlement peuvent faire connaître les motifs de leur opposition en les adressant par écrit à la Commission municipale du Québec et à la cité, dans les trente jours suivant la publication de l'avis. »

Applica-  
tion.

**10.** L'article 1 ne s'applique qu'aux immeubles acquis avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Droits  
acquis,  
etc.

**11.** L'article 8 ne porte pas atteinte aux droits acquis, aux règlements adoptés et aux pensions versées.

Effet.

**12.** L'article 2 a effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1972.

Entrée en  
vigueur.

**13.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**9.** Section 8 of chapter 102 of the statutes of 1971 is amended by replacing the first paragraph by the following:

1971, c.  
102, s. 8,  
am.

“**8.** Notwithstanding paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act, the council, by by-law approved by the Minister of Municipal Affairs, may repeal or amend By-law No. 128, as amended, respecting buildings. The clerk shall give public notice of the passing of the by-law; such notice shall mention that the owners interested who wish to object to the by-law may make the reasons for their objection known in writing to the Québec Municipal Commission and to the city within thirty days following publication of the notice.”

Repeal,  
etc., of  
by-law.

**10.** Section 1 applies only to immovables acquired before the date of the coming into force of this act.

Applica-  
tion.

**11.** Section 8 does not prejudice acquired rights, adopted by-laws and pensions paid.

Acquired  
rights,  
etc.

**12.** Section 2 shall have effect from 1 September 1972.

Effect.

**13.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.